

## **Etat des lieux de la Chine. Essai d'analyse.**

*Version abrégée d'une présentation faite par Blaise Godet, Ambassadeur de Suisse en Chine, devant la Chambre de commerce Suisse-Chine, le 29 septembre 2010 à Genève.*

C'est une Chine retrouvée et affirmée qui accueille aujourd'hui le visiteur étranger. Comme elle semble lointaine l'époque où DENG Xiaoping recommandait au Parti de se concentrer sur le développement intérieur du pays en gardant dans les affaires internationales un profil bas!

Il faut dire que la Chine peut légitimement tirer quelque fierté de ses réalisations récentes ou prochaines: Jeux olympiques de Pékin de 2008, Exposition internationale de Shanghai, Jeux panasiatiques de Canton en 2011, efforts de reconstruction après deux tremblements de terre au Sichuan et au Qinghai et de graves inondations dans le Gansu, sans compter un plan de relance de la croissance portant sur près de 600 milliard de dollars, qui contribue à financer les nombreux chantiers à travers tout le pays (routes, aéroports, ports, métros, logements, etc.) et semble avoir sorti l'économie de l'enlisement dont la crise la menaçait il y a encore dix-huit mois. Il n'y a guère de mois où les autorités centrales ou provinciales n'inaugurent pas dans le pays un aéroport, un centre de congrès, une autoroute, un opéra. Quand on regarde autour de soi on a parfois le sentiment que le pays dispose de moyens illimités.

Les réussites et réformes économiques de la Chine me paraissent contraster avec une certaine inertie du système politique. Si la pratique mise en place avec l'équipe du Président JIANG Zemin et de son Premier Ministre ZHU Rhongji se confirme, le tandem actuel HU Jintao WEN Jiabao qui lui a succédé en 2003 devrait durer jusqu'à 2012. En 2012, on devrait assister à l'arrivée aux premières places des actuels Vice-président XI Jinping et du Vice-premier Ministre LI Keqiang. Il apparaît même probable que les successeurs reprendront à leur compte la gestion prudente et efficace de leurs prédécesseurs et qui vaut à la Chine désormais d'être devenue la deuxième économie de la planète et de dialoguer d'égal à égal avec les Etats-Unis.

Avec Washington précisément, les sujets de discussion ne manquent pas et la relation est souvent empreinte de méfiance. Parmi les sujets qui fâchent figurent le cours du RMB, que Washington juge artificiellement sous-évalué; Taiwan, à qui les Etats-Unis ont vendu des armes en janvier; l'Iran, que la Chine ménage, eu égard à la dépendance pétrolière de celle-ci ; l'Afghanistan, où les USA voudraient que la Chine s'engage sécuritairement davantage; la République populaire et démocratique de Corée, à laquelle Pékin offre une véritable bouée de survie; les droits de l'Homme, même si Mme Clinton a apparemment décidé de ne pas en faire une pomme de discorde; le réchauffement climatique. Pourtant l'importance de cette relation pour le système international et l'interdépendance financière et commerciale vitale entre les deux pays les poussent, pragmatiquement, à densifier leurs relations. Ce qui frappe, c'est la multiplication des contacts et des visites à tous les niveaux entre les deux capitales, qui accrédite l'idée d'un dialogue permanent sur certains dossiers non seulement bilatéraux mais globaux, de l'établissement d'un G2 *de facto*. Ceci dit, Pékin réfute officiellement l'idée qu'il puisse y avoir un tel duopole, une telle Chi-mérique et préfère affirmer son engagement au sein du G20.

La voie suivie aujourd'hui par la haute direction du Parti est médiane. Le Comité permanent (9 membres) adopte en effet une ligne centriste, tout de même plus proche des conservateurs nationalistes que des partisans d'une plus grande

ouverture de la société. Il faut en effet comprendre que le Chinois redoute instinctivement l'instabilité, le désordre, dont il a tant souffert dans son histoire. Pour la première fois depuis plus de deux siècles, la plupart des Chinois enregistrent une amélioration constante de leurs conditions de vie sans risque apparent de verser dans le chaos. Cette lente montée en puissance assure aujourd'hui au Parti sa légitimité. Il est fort probable que si des élections libres pouvaient se tenir aujourd'hui, le PCC serait sans doute reconduit avec une confortable majorité, car la majorité de la population approuve dans ses grandes lignes sa gestion. Un mal menace pourtant à terme son monopole: la corruption. Les dirigeants à Pékin en sont bien conscients, qui tentent de la combattre en invoquant l'établissement d'une démocratie intra-parti et en multipliant les actions spectaculaires contre ceux qui, en province ou dans les grandes villes, sont accusés d'avoir détourné de l'argent public. Pour l'heure, fort de son bilan positif, le Parti est en mesure de faire face aux attaques d'internautes hardis, qui demandent de plus en plus à l'Etat de lui rendre des comptes ou souhaitent faire part aux autorités centrales des pratiques auxquelles se livrent certains potentats locaux.

S'il est un chapitre où la Chine estime qu'elle n'a pas de leçon à recevoir, voire même qu'elle aurait vocation à en donner, c'est bien celui des droits de l'Homme. Elle n'est pas peu fière des succès remportés dans la lutte contre la faim et la pauvreté. Elle considère que jamais autant d'individus n'ont été en aussi peu de temps sortis de l'indigence (on parle de 300 à 400 millions de personnes) et cet indéniable succès facilite les relations de Pékin avec les pays en développement. Ce n'est donc pas dans l'attitude d'un pénitent que la Chine aborde ses différents dialogues droits de l'Homme avec les Occidentaux, mais de plain-pied, avec la conviction que l'embalement de quelques dissidents est un prix somme toute fort raisonnable à payer pour maintenir la sacro-sainte stabilité sociale et avec elle la poursuite de cette ouverture « contrôlée ».

Cette même logique de contrôle explique la rigidité dont Pékin fait montre dans le dossier tibétain et dans la manière de traiter avec le dalaï-lama. Peu importe en définitive que le Gouvernement en exil ambitionne l'autonomie ou l'indépendance. Il n'est pas question de tolérer qu'une province, surtout quand elle représente une part significative du territoire chinois et qu'elle est riche en matières premières, puisse ainsi remettre en cause le partage de l'autorité, au risque de favoriser de semblables revendications d'autres provinces. Le Xinjiang, avec ses Ouighours, est lui aussi une Région autonome "difficile", car susceptible aux yeux de certains de glisser dans la spirale du "terrorisme, de l'"intégrisme" et de l'"extrémisme", qui sont les plus grands fléaux actuels selon Pékin. C'est d'ailleurs dans cette perspective que Pékin a créé l'Organisation de coopération de Shanghai, qui regroupe avec la Chine et la Russie la plupart des Républiques d'Asie centrale. Enfin, la question taïwanaise suscite encore et toujours des réactions vives, en dépit du réchauffement des liens à travers le Détroit et de la politique de rapprochement graduel menée par le président Ma Ying-jeou depuis son arrivée au pouvoir en 2008.

Tous ces sujets sensibles sur lesquels la Chine ne transige pas avec ses partenaires internationaux, Pékin les appelle ses intérêts vitaux (« *core interests* »). Ils s'articulent sur le maintien et la sécurité de son système politique, la souveraineté nationale, l'intégrité territoriale (Taiwan, Tibet, Xinjiang) ainsi que le développement stable de l'économie et de la société. Ils illustrent que les questions domestiques demeurent prioritaires dans la définition de la politique étrangère et que la défense de valeurs universelles n'y jouent qu'un rôle secondaire.

Il est encore une réalité dont les visiteurs en Chine, même quand ils s'y rendent fréquemment, ne sont pas toujours conscients: celle de la montée en gamme industrielle du pays. Beaucoup chez nous voient encore en elle un gigantesque atelier de production de biens de bas de gamme, tels des jouets ou des chaussures. Bien sûr, tel est encore partiellement le cas. Mais le pays compte de plus en plus d'entreprises à forte valeur ajoutée, notamment dans les véhicules électriques, l'imagerie électronique, l'énergie solaire, la micro-mécanique, la téléphonie et les nouveaux moyens de communication. Le décollage de la Chine est donc aussi qualitatif.

Ceci dit, il serait erroné de penser que l'avenir se présente sans nuage: l'environnement est dans certains endroits dans un état déplorable, la production industrielle est souvent peu efficace, le système de santé précaire, pour ne pas dire inexistant, tout comme d'ailleurs la sécurité sociale. La Chine devra donc consentir d'énormes investissements, auxquels les Etats-Unis et l'Europe ont déjà procédé.

Une sécurité sociale, un système de santé dignes de ce nom, ce n'est pas qu'une question d'équité. Il en va en définitive du caractère durable de la croissance chinoise. Si Pékin veut sortir de l'impasse à laquelle l'accule une économie fondée avant sur l'exportation, qui conduit la Chine à accumuler des avoirs en dollars (2'400 milliards !) et de ce fait à se lier au Trésor américain, il faut bien qu'un autre modèle de croissance prenne le relais. Celui-ci devrait être logiquement fondé sur la satisfaction des besoins du marché intérieur, ce qui implique une hausse des salaires réels (on a déjà vu quelques grèves dans des compagnies... étrangères) et une meilleure couverture sociale et santé. En effet, si le travailleur chinois se sent démuné face aux coups du sort, il conservera toujours son actuelle mentalité de fourmi et sa propension à l'épargne.

La montée en gamme industrielle et financière de la Chine ne signifie pas pour autant que le marché chinois se soit occidentalisé. Certes, suite à l'adhésion de la Chine à l'OMC, la législation économique a été modifiée. Il n'en demeure pas moins que les compagnies étrangères travaillent dans un environnement juridique parfois opaque, discriminatoire ou changeant. Elles doivent aussi savoir qu'en cas de litige, elle ne pourront pas compter sur un examen judiciaire indépendant. En Chine, les tribunaux n'ont pas vocation à se mettre au travers du régime. Ils sont clairement au service du Parti.

Les difficultés parfois rencontrées par les entreprises suisse m'amènent à penser qu'elles doivent disposer de la taille critique pour aborder ce marché. Il n'y a pas de recette uniformément applicable qui garantisse le succès. Mais je serais tenté de dire que la compagnie étrangère qui songe à s'implanter en Chine sans stratégie, pour la seule raison que le coût de la main d'œuvre y est plus bas, et néglige de prendre en compte d'autres obstacles (partenaire local, pratiques locales, bureaucratie, etc.) s'expose à quelques mécomptes.

En Chine la vie des affaires est rude, les marges bénéficiaires étroites (exception faite peut-être de l'industrie du luxe) et seul le volume des commandes passées – quand il est au rendez-vous - justifie l'investissement.

Pour faciliter la tâche de nos hommes d'affaires, la Suisse s'est fortement engagée en faveur d'un accord bilatéral de libre-échange, non seulement pour réduire les droits de douane, mais aussi sur un plan plus général pour améliorer les conditions d'accès aux marchés. L'intérêt est réciproque, car Pékin, en négociant avec Berne, disposera ainsi d'un terrain d'essai avec un Etat non-membre de l'UE mais dont l'économie est très diversifiée, avant d'entamer le moment venu des pourparlers similaires avec Bruxelles. Le seco espère que nos négociations pourront commencer au début de l'année prochaine, attente qui me semble réaliste après qu'un *Memorandum of Understanding* a été signé à cet effet lors de la récente visite officielle de la Présidente Leuthard au mois d'août dernier. Aux yeux de la Suisse le champ d'application de l'accord devrait être aussi large et contenir outre les spécifications tarifaires habituelles des dispositions sur les services (y compris financiers), la propriété intellectuelle, les marchés publics, l'environnement, l'accès au marché du travail, le règlement des litiges, les politiques de concurrence. En tous les cas, elle insistera sur l'insertion d'une clause évolutive permettant aux parties de réexaminer périodiquement en vue de l'étendre le champ d'application de l'instrument.

Il faut également mentionner la soif de matières premières de la Chine, présente à ce titre sur tous les continents, même dans les régions en crise comme le Soudan et l'Afghanistan. Ce déploiement n'est pas sans conséquence sécuritaire dès lors qu'elle se doit de protéger, notamment avec l'aide de sa flotte de guerre, ses intérêts économiques stratégiques. A cet effet, la marine a vu sa mission élargie: au lieu de se borner à la défense des côtes du pays, elle devra désormais assurer la protection des intérêts stratégiques chinois, où qu'ils se situent, comme elle le fait aujourd'hui dans le cadre de l'opération navale Atalanta en Somalie.

Enfin, je souhaiterais évoquer les relations bilatérales, qui n'ont cessé de gagner en densité et en diversité (diplomatie, sécurité, investissements, droits de l'Homme, aide humanitaire, réchauffement global, culture et tourisme, science, éducation et recherche). Les liens mériteraient d'être étoffés dans certains domaines: entraide judiciaire, migrations, finance et services bancaires. L'amorce d'un dialogue financier, souhaité du côté chinois permettrait d'aborder certains domaines, où notre expertise n'est plus à démontrer : 1) formation bancaire, « capacity building » ; 2) amélioration des conditions d'accès au marché financier ; 3) problèmes de régulation boursière, bancaire et financière ; 4) diversification des avoirs en réserve. L'affaire des Ouighours, que les Chinois ont, somme toute, après une première réaction courroucés, gérée avec sobriété, me paraît avoir paradoxalement révélé la maturité de notre relation, dès lors que le grand dossier de l'heure, celui du libre-échange, n'a pas été pris en otage.

J'espère en conclusion que les propos, parfois critiques, que je vous ai tenus au sujet de la Chine, auront traduit la très forte impression que laisse en moi mon pays de résidence, celle d'un pays extrêmement dynamique, déterminé à lutter contre la pauvreté, soucieux d'apprendre et même de s'ouvrir à cet effet, c'est-à-dire de tirer des enseignements de ses observations des pratiques étrangères, mais refusant de se laisser dicter par d'autres la voie à suivre. La Chine nous donne en somme aujourd'hui une leçon d'ouverture contrôlée.